

McGill DAILY ledélit

DPS SPD

DAILY PUBLICATIONS SOCIETY
SOCIÉTÉ DES PUBLICATIONS DU DAILY



ledélit

Publié par la Société des publications du Daily, une association étudiante de l'Université McGill.
Le Délit est situé en territoire Kanien'kehá:ka non cédé.

Mercredi 25 mars 2026 | Volume 117 Numéro 8

Adieu les vieux et bonne fête Catherine depuis 1977.

Au revoir!

Cette semaine marque la dernière édition du semestre – déjà. Ça passe vite, huit éditions! Cette année, comme toutes les années depuis 1977, *Le Délit* a travaillé fort pour vous offrir une couverture au plus près de vous ; de vos enjeux, de ce qui vous intéresse, de ce qui vous touche et de ce qui vous fâche. En tant que journal étudiant, nous restons toujours bien conscients de notre mandat : produire du contenu pertinent, en français, pour tout le corps étudiant. Cela signifie, malheureusement, qu'on ne peut pas toujours parler de tout – 12 pages, c'est bien peu pour tout ce qu'on aimerait écrire.

Une des forces du *Délit* est sa constante évolution. Chaque semestre, de nouvelles recrues intègrent l'équipe, et de vieux sages (nos *super seniors*) se lancent dans d'autres aventures. Ce renouvellement permet au journal de ne jamais stagner. S'il y a une chose que les journalistes du *Délit* font sans arrêt – à part écrire, éditer et trouver des sujets d'articles – c'est penser à toutes les manières possibles d'améliorer le journal. *Le Délit* est un travail d'équipe dont vous faites déjà partie. Il va sans dire que vous êtes les bienvenus à sauter le pas et à rejoindre l'équipe à l'automne.

Une presse libre et indépendante est un élément essentiel à un campus démocratique. Un journal qui interpelle et ressemble à ses lecteurs est essentiel à une communauté étudiante. Bien qu'on ne puisse pas mesurer exactement l'ampleur de l'influence du *Délit*, et que c'est parfois une tâche ingrate que d'écrire sans reconnaissance immé-

diante, on donne le meilleur de nous-mêmes à chaque édition, sans exception.

Le Délit est fier de la place qu'il occupe dans la communauté francophone de l'Université McGill. Et pas seulement pour les 20 % d'étudiants francophones, mais aussi pour tous ceux qui nous lisent pour pratiquer leur français, ou même ceux qui utilisent nos éditions pour décorer les murs de leur appartement. C'est un privilège d'occuper une place, aussi petite soit-elle, dans vos quotidiens.

On arrive déjà à la fin de l'éditorial. Ça passe vite, un édito! Blague à part, merci d'avoir lu *Le Délit* cette année, ou d'avoir admiré nos couvertures, même si c'était en y déposant vos bottes mouillées dans le bâtiment Birks. Sachez que rien ne nous fait plus plaisir que d'entendre vos réactions – compliments comme critiques – à propos de notre travail. Engagez-vous! On se retrouve au mois d'août.

Eugénie St-Pierre
Rédactrice en chef

Juliette Elie
Coordnatrice de la correction



Matthieu Juge

RÉDACTION

3480 rue McTavish, bureau 107
Montréal (Québec) H3A 1B5
Téléphone : +1 514 398-6790

Rédactrice en chef

rec@delitfrancais.com
Eugénie St-Pierre

Actualités

actualites@delitfrancais.com
Héloïse Durning
Timotée Allouch-Chantepie
Aurélien Quéméner

Culture

artsculture@delitfrancais.com
Jiayuan Cao
Rose Langlois

Société

societe@delitfrancais.com
Marius Grieb
Antoine Proulx
Dalia Djazouli

Coin Queer

coinqueer@delitfrancais.com
Sixtine Nicolaj

Coordonnatrice de la production

production@delitfrancais.com
Elie Nguyen

Visuel

visuel@delitfrancais.com
Stu Doré
Catvy Tran

Photographe

visuel@delitfrancais.com
Félix Fournier

Coordonnatrices de la correction

correction@delitfrancais.com
Juliette Elie
Salma Rabeil

Coordonnatrices des réseaux sociaux

reso@delitfrancais.com
Catherine Brunet Rodriguez
Juliette Aviat

Contributeur-ric-e-s

Owen Roberts, Hannah Bigioli, Benjamin Martel, Matteo Fracassi, Austin Witter, Joséphine Miton, Toscane Ralaimongo, Matthieu Juge

Couverture

Stu Doré

BUREAU PUBLICITAIRE

3480 rue McTavish, bureau B•26
Montréal (Québec) H3A 0E7
Téléphone : +1 514 398-6790
ads@dailypublications.org

Publicité et direction générale

Letty Matteo

Ventes et assistance administrative

Letty Matteo

Support graphique et technique

Alice Postovskiy

Comptable

Boris Shedov

The McGill Daily

coordinating@mcgilldaily.com
Vacant

Conseil d'administration de la SPD

David Choi, Vincent Maraval, Letty Matteo, Rafael Miró, Sena Ho, Eugénie St-Pierre, Elie Nguyen

Les opinions exprimées dans les pages du *Délit* sont celles de leurs auteur-e-s et ne reflètent pas les politiques ou les positions officielles de l'Université McGill. *Le Délit* est indépendant de l'Université McGill. *Le Délit* est situé en territoire Kanien'kehá:ka non cédé.

L'usage du masculin dans les pages du *Délit* vise à alléger le texte et ne se veut nullement discriminatoire. Les opinions de nos contributeur-ric-e-s ne reflètent pas nécessairement celles de l'équipe de la rédaction. *Le Délit* (ISSN 1192-4609) est publié la plupart des mercredis par la Société des publications du Daily (SPD). Il encourage la reproduction de ses articles originaux à condition d'en mentionner la source (sauf dans le cas d'articles et d'illustrations dont les droits avant été auparavant réservés). L'équipe du *Délit* n'endosse pas nécessairement les produits dont la publicité paraît dans le journal. Imprimé sur du papier recyclé format tabloïde par Imprimeries Transcontinental Transmag, Anjou (Québec).

CAMPUS

Concours d'éloquence : place à la finale!

La compétition francophone se conclura lors d'une épreuve ouverte au public.

Le concours d'Éloquence francophone de McGill est dans sa dernière ligne droite. La compétition, dont la première épreuve a eu lieu le 20 février, tiendra sa finale le 2 avril prochain. Sasha El Baba Gomez, chargé des affaires externes de McGill Éloquence, promet une expérience « agréable, intéressante, amusante et intellectuellement stimulante » lors de l'événement ouvert au public. Créée par Salomé Bourdet-Menoreau l'année dernière, la compétition d'éloquence, accessible à vous, en est à sa deuxième édition.

Un grand parcours

La route vers la finale représente un parcours compétitif pour les orateurs. Le premier tour comprend 12 participants. Chacun reçoit une émotion une semaine avant l'épreuve et est mis au défi de l'incarner dans un discours de trois à cinq minutes. Le jury, composé de professeurs de lettres, de théâtre ou encore d'avocats, sélectionne les dix

candidats qui avancent au deuxième tour, en évaluant les capacités d'improvisation des orateurs. Les sujets sont présentés aux candidats le jour de l'épreuve et ceux-ci disposent de 45 minutes pour se préparer avant de se défier en duel avec un discours de deux à

« Ce sont des personnes qui mettront en scène le sujet, qui vont le vivre. Ils te font vivre le sujet avec eux »

Sasha Baba El Gomez, chargé des affaires externes de McGill Éloquence

quatre minutes. Les cinq gagnants sont qualifiés pour la finale. Le candidat perdant avec la meilleure performance est aussi repêché. C'est le cas de Martin Bergerault, qui explique : « Si tu tombes contre quelqu'un de très fort, mais que tu as une bonne performance quand même, cela te permet de rester en jeu. C'était mon cas l'année dernière aussi, j'ai eu un peu de chance. » D'ailleurs, Martin remarque une différence avec l'année dernière : « Le niveau. Les gens

sont plus forts cette année. En écriture, en présence orale... Je crois que la finale va être vraiment très serrée. » Sasha El Baba Gomez partage cet avis. « Les six finalistes ont tous des styles assez différents, ajoute-t-il. Certains sont plus posés, d'autres plus expres-

sifs, il y en a qui sont très théâtraux. À mon avis, ça va se jouer sur leur capacité à répondre à la question de manière développée tout en mettant en avant leur capacité orale. »

Dernière ligne droite

Pour la dernière épreuve, les finalistes doivent préparer un discours de six à huit minutes sur le sujet « Contez-nous l'amour ». Même si



Photo fournie par l'équipe d'Éloquence McGill

c'est jury désignera le meilleur selon les critères d'évaluation, Sasha El Baba Gomez assure que chaque candidat fera vibrer le public : « Ce sont des personnes qui mettront en scène le sujet, qui vont le vivre. Ils te font vivre le sujet avec eux. » Ren-

dez-vous donc le 2 avril au bâtiment Morrice pour vivre l'éloquence! ☺

Timotée Allouch-Chantepie
Éditeur Actualités

CAMPUS

Deuxième étoile aux Jeux de la traduction

Individuellement comme en équipe, McGill domine les podiums.

Vingt ans après la première édition, les Jeux de la traduction 2026 se sont soldés par une victoire de l'équipe mcgilloise et plusieurs récompenses pour ses membres. Lors de cette compétition interuniversitaire canadienne, qui s'est déroulée du 13 au 15 mars à l'Université du Québec

à Trois-Rivières (UQTR), huit universités se sont défiées sur de multiples épreuves. Les universités de Montréal, Sherbrooke, Trois-Rivières, Moncton, Laval, Concordia, York et McGill, chacune accompagnée de sa mascotte en peluche, ont dû faire leurs preuves dans la traduction de textes, de chansons, de publi-

cities et tant d'autres. Nouvelle addition de l'année : la participation des « Hasbeens » aux épreuves, des joueurs sans université, rendus éligibles par leur participation aux éditions précédentes. Du français à l'anglais et vice versa, l'équipe de McGill a dominé les Jeux, sans doute grâce à sa mascotte, le requin en pe-

luche nommé Antoine Berman. Un hommage au théoricien de la traduction du même nom.

Une fin de semaine sans relâche

La cérémonie d'ouverture du vendredi 13 mars a lancé un week-end dense. Elle a été suivie d'une soirée de réseautage avec la présence de plusieurs professionnels de la traduction, puis d'un repas lors duquel chaque équipe a joué un petit sketch sur le thème de la traduction. Le lendemain, place aux Jeux. Le samedi commence avec les épreuves individuelles qui occupent la matinée. Ensuite, en binôme ou en trinôme, les traducteurs se défient sur les épreuves audiovisuelles, de chansons, de BD, de publicités et de réseaux sociaux. Entraînée par Karolina Roman, doctorante au département des littératures de langue française (DLLF), et les professeurs Audrey Coussy et Catherine Leclerc, l'équipe de McGill s'est ensuite donnée à l'épreuve du relais le dimanche matin. C'était une épreuve intense : deux heures de traduction sur deux textes, un en français et un en anglais. Chaque membre de l'équipe avait 20 minutes pour traduire une partie de chaque

texte avec une communication limitée avec ses coéquipiers. L'équipe ayant fourni les traductions correctes les plus cohérentes l'emporte. Sur cette épreuve comme sur tant d'autres, c'est McGill qui est sortie gagnante.

Des médailles et encore des médailles

Le palmarès : victoire de Rose Langlois sur l'épreuve individuelle (EN-FR), d'Austin Witter et Noah Bourdon sur l'épreuve BD (FR-EN), d'Alexandre Baraton et Jeanne Bergeon en réseaux sociaux (FR-EN), et d'Austin Witter, Noah Bourdon et Rose Langlois dans l'épreuve audiovisuelle (EN-FR). Rose Langlois et Raphael Schmieder-Gropen ont pris l'argent dans l'épreuve publicités (EN-FR), tandis que le trinôme Alexandre Baraton, Jeanne Bergeon et Raphael Schmieder-Gropen ont occupé la deuxième et troisième marche du podium sur les épreuves de chansons (FR-EN et EN-FR respectivement). Tout cela a permis de placer McGill fermement en haut du classement général, pour la deuxième fois depuis la création des Jeux. ☺

Timotée Allouch-Chantepie
Éditeur Actualités

Jacques Boivin



McGill face aux revendications de l'AÉÉDEM

Les travailleurs universitaires dénoncent une offre « insultante ».

Mercredi 18 mars, devant le bâtiment Leacock, plusieurs groupes d'étudiants et de travailleurs universitaires se sont rassemblés, drapeaux de l'Association des étudiant·e·s diplômé·e·s employé·e·s de McGill (AÉÉDEM) à la main, scandant des slogans en direction de l'administration de l'Université McGill. La manifestation visait à dénoncer leurs conditions de travail et à exiger de meilleurs contrats pour les travailleurs universitaires. Ni le jour ni l'endroit n'ont été choisis par hasard : plus tard dans la journée, une session du Sénat se tenait à Leacock, offrant aux étudiants mobilisés une occasion stratégique de faire entendre leurs revendications.

Demandes et revendications

Sur place, *Le Délit* s'est entretenu avec Emma Moore, membre du comité de négociation de l'assemblée des employés académiques contractuels par cours (unité 3) de l'AÉÉDEM. Cela comprend les correcteurs, tuteurs, assistants de cours et employés du *Writing Centre*. Moore explique : « On veut un salaire clair et uniforme pour tous, et une parité salariale avec les

auxiliaires d'enseignement (tdlr). » Elle ajoute que les contrats actuels ne sont pas suffisamment clairs et n'offrent pas de protection suffisante contre la discrimination et les conflits d'intérêts.

Plus largement, les travailleurs dénoncent des conditions précaires et un manque de reconnaissance de leur rôle, pourtant essentiel au fonctionnement de l'Université. « McGill se présente comme une institution offrant un niveau académique d'excellence. Mais sur quoi repose réellement ce niveau? » Un des orateurs, représentant de l'AÉÉDEM, pose la question avant d'enchaîner : « C'est nous qui faisons le travail qui permet d'atteindre ce niveau d'excellence à l'université ; et quels sont les standards d'emploi ici? » Au cours de la dernière année, en particulier ces dernières semaines, raconte-t-il, de nombreux travailleurs ont déposé des témoignages dépeignant les conditions de travail précaires et l'austérité sur le campus. Il termine son discours sous les applaudissements des étudiants rassemblés : « Nous déterminons les standards d'excellence de cette Uni-

versité, mais qui détermine les standards de nos salaires et de nos conditions de travail? »

Une offre de McGill jugée insuffisante

Dans le cadre des négociations en cours, l'Université McGill a récemment présenté une offre salariale qui a suscité une vive réaction de la part de l'AÉÉDEM et des syndicats. « L'offre est non seulement insuffisante, mais elle est insultante, effroyable », décrit Moore dans son discours. Celle-ci inclut notamment un salaire de départ d'environ 18,67 dollars l'heure pour certains postes, sans garantie d'augmentation significative ni de compensation rétroactive. « L'option d'augmentation de paie est trop ambiguë et ne couvrira même pas l'inflation. À quoi bon? » Pour les membres de l'AÉÉDEM, cette offre illustre un manque de volonté de la part de l'Université de répondre aux besoins fondamentaux de ses travailleurs. Selon l'association, l'Université fonctionne davantage comme une entreprise à but lucratif plutôt qu'une institution fondamentalement dédiée au



Héloïse Durning | Le Délit

partage et à la transmission du savoir.

À l'écart de la scène improvisée où se sont succédés les discours, un grand panneau en bois attire le regard. Il porte l'inscription : « *Que feriez-vous si vous étiez mieux payés* ». Des feuilles de papier épinglées révèlent ce que ces étudiants et employés ont en tête ; des variantes de

« payer mon loyer » et « acheter de quoi manger équilibré » remplissent tout le cadre, donnant un aperçu de leurs préoccupations quotidiennes. ☹

Héloïse Durning
Éditrice Actualités

QUÉBEC

L'enseignement supérieur québécois profite d'une hausse budgétaire importante

La sobriété budgétaire de Québec pour 2026-2027.

Le ministre des Finances Éric Girard a déposé la semaine dernière le budget provincial pour l'exercice 2026-2027. Pour son huitième budget, le ministre caquiste garde dans l'optique l'équilibre budgétaire prévu à l'horizon 2030. Le déficit est notamment ramené à 8,6 milliards, alors qu'il s'élevait à 9,9 milliards pour l'année financière 2025-2026. Cette réduction du déficit s'inscrit dans le plan de retour à l'équilibre budgétaire datant de 2025. L'objectif? Satisfaire les agences de notation, comme la *Standard & Poor's (S&P)*, qui avait abaissé la note fiscale de Québec de AA- à A+, signal d'une plus forte instabilité économique.

Plusieurs mesures sont à signaler dans ce budget qualifié de « sobre », par Girard.

Un budget qui soutient l'enseignement supérieur

L'augmentation du budget de 3,7 % en enseignement supérieur était très attendue par les universités et les cégeps de la province. Selon Marie Montpetit, présidente-directrice générale de la Fédération des cégeps,

ces derniers ont accueilli le budget « avec soulagement » ; celui-ci devrait permettre de « couvrir les coûts de système, dont les indexations salariales, ainsi que la croissance de la population étudiante ». L'enseignement supérieur québécois profite ainsi de « la deuxième plus forte hausse » dans ce budget.

Il s'agit d'une nouvelle qui concerne directement l'Université McGill, en partie financée par la province. L'an dernier, la politique budgétaire de Québec avait contraint l'Université à suspendre certaines activités en raison d'un déficit de 45 millions de dollars. L'Université n'a pas encore réagi aux hausses budgétaires de Québec.

Des investissements à la hausse en infrastructures

Selon un communiqué du ministère des Finances, « le gouvernement rehausse de plus de 5 milliards de dollars sur six ans les investissements en infrastructures », notamment pour venir en aide à des secteurs prioritaires, « soit la santé et les services sociaux, l'éducation et l'enseignement supérieur, le transport collectif et le réseau rou-

tier, de même que dans la poursuite de la transformation numérique des organismes publics ». Le Plan québécois des infrastructures (PQI) s'élèvera à 167 milliards de dollars pour l'année financière à venir.

En termes d'infrastructures en éducation, les investissements supplémentaires pour l'année à venir s'élèvent à 370,2 millions de dollars, bien en deçà des 950 millions demandés par la Fédération des cégeps. « Ce budget ne permettra pas d'offrir l'oxygène nécessaire aux cégeps pour absorber la forte croissance des effectifs étudiants dans certains cégeps et moderniser les équipements pédagogiques », dénonce la Fédération dans son communiqué.

D'autres points du budget

Le Québec investira aussi 260,3 millions de dollars sur cinq ans dans la lutte contre les violences sexuelles et conjugales, mais aussi 280,4 millions de dollars pour aider le secteur de l'audiovisuel et des télédiffuseurs privés, fragilisés par un déclin dans leurs revenus publicitaires. 75,4 millions de dollars sont al-



Toscane Ralaimongo

loués pour les médias d'information.

Le 31 mars, la dette nette du Québec s'élèvera à 38,8 % du PIB, soit une baisse de 4,1 points de pourcentage par rapport au niveau de 2019. La progression du PIB réel

est par ailleurs estimée à 1,1 % pour l'année 2026 par le gouvernement. En attendant une hausse attendue de 1,4 % en 2027. ☹

Aurélien Quémener
Éditeur Actualités

L'épidémie de la nonchalance

Pour en finir avec l'insouciance de façade et embrasser pleinement l'authenticité.

L'un des travers de notre génération est la tendance à adopter une attitude indifférente face à la vie. La nonchalance est devenue une forme de protection, où on minimise tout ce que l'on ressent : on cache ce qui pourrait nous atteindre et on évite de trop s'exposer. En paraissant insouciant, on garde le contrôle, puisque personne ne peut utiliser contre nous ce dont il ne mesure pas l'importance.

On est devenus profondément préoccupés par le regard des autres, au point d'ajuster nos réactions en permanence. Même dans des situations anodines, comme trébucher dans la rue, il faudrait rester nonchalant pour paraître *cool* et maître de soi, comme si de rien n'était. Mais pourquoi ne pas simplement en rire? Pourquoi a-t-on ce réflexe de tout lisser, de tout contrôler, au lieu d'assumer pleinement des réactions humaines?

La même logique s'applique aux relations : avec l'essor des réseaux sociaux et des applications de rencontre, nos interactions semblent devenir de plus en plus calculées,

presque stratégiques. On hésite à exprimer ce que l'on ressent vraiment, parce qu'on ne sait jamais ce que l'autre pourrait en penser. On craint de se montrer vulnérable, donc on ajuste et on réécrit. Dans nos messages, on pèse chaque mot, on mesure chaque silence. On veut éviter d'en dire trop, de paraître trop investi, comme si le simple fait de ressentir pleinement était un risque.

À force de craindre d'être « trop » – trop sensible, trop sincère – on finit par se taire. Je me suis souvent repliée sur moi-même, par peur d'être trop intense, trop envahissante. Avec le temps, j'ai appris à garder mes pensées pour moi, à mettre de la distance avec les autres. Mais si tout le monde faisait pareil, que resterait-il de l'élan partagé, de la passion exprimée sans retenue?

Si une personne a changé votre vie pour le mieux, si elle vous rend plus heureux que vous ne l'avez jamais été, si elle a fait preuve de patience et de bienveillance, elle mérite de le savoir, simplement, sincèrement. Et la même chose vaut pour d'autres as-



Elie Nguyen | Le Délit

Apprenons à dire ce que l'on ressent, à offrir des compliments et à exprimer notre amour. Ce n'est ni excessif ni honteux.

Le risque d'embarras ne devrait jamais nous réduire au silence. On ne perd rien à partager de l'affection et de la joie, mais on ne peut que regretter de ne pas l'avoir fait. Ne nous privons pas du bonheur pour nous protéger d'une douleur potentielle, et cessons de nous contenter de vivre dans des peurs inventées de toutes pièces.

Montrer ce que l'on ressent n'est pas une faiblesse. Être honnête n'est pas une marque de vulnérabilité.

Aimons sans retenue. Applaudissons ouvertement. N'ayons pas peur d'être sincères. Rejetons l'idée de rentrer dans le moule des tendances nonchalantes. Soyons fiers et reconnaissants de ce que nous avons la chance de recevoir. ☺

pects de la vie : ne soyez pas nonchalants à propos de ce qui vous passionne. Célébrez votre travail acharné, soyez fiers de vos réussites.

Elie Nguyen
Coordinatrice de la production

Rassembler pour mieux diviser

Analyse critique du projet de loi 1 sur la Constitution québécoise.

Cela fait maintenant presque six mois que notre cher ministre de la Justice, Simon Jolin-Barrette, a présenté aux Québécois-e-s son fameux projet de loi 1, la Constitution québécoise. Six mois à discuter d'une constitution illégitime, issue d'un processus de non-consultation flagrant et d'un manque d'écoute évident de la part du gouvernement.

Des inquiétudes juridiques graves

Dans le cadre du processus législatif, le gouvernement organise des consultations générales afin de recueillir l'avis de plusieurs instances avant de procéder à la rédaction et à l'adoption de lois. Or ici, il ne s'agit aucunement d'un document législatif ordinaire : on parle d'une constitution. Si le but du ministre est réellement de rassembler les Québécois-e-s autour de valeurs prétendument universelles, pourquoi n'a-t-il même pas pris la peine de consulter davantage la population? Cela crée un immense déficit de légitimité pour un document disposant d'une portée juridique aussi considérable. Une constitution doit exister pour le peuple et représenter ses désirs ; or, en vue des nombreuses vagues de contestations, ça ne semble absolument pas être le cas ici.

Le projet de loi 1 comporte notamment des dispositions qui affaiblissent les contre-pouvoirs, en empêchant plusieurs organisations d'utiliser des fonds publics afin de contester en justice des dispositions législatives lorsque celles-ci « protègent la nation québécoise ainsi que l'autonomie constitutionnelle et les caractéristiques fondamentales du Québec ». Inscrire une disposition visant à entraver la capacité de contester des lois, c'est affaiblir les contre-pouvoirs et mettre en péril l'état de droit. C'est purement inacceptable.

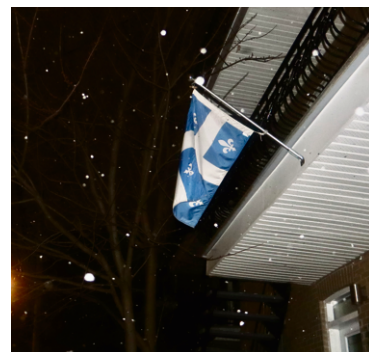
Le ministre établit des balises claires quant à l'interprétation de la Constitution en affirmant que, *de facto*, certains droits doivent primer sur d'autres. Créer une hiérarchie générale des droits sans procéder à une analyse au cas par cas revient à écarter les nuances juridiques propres à des contextes précis et à imposer des balises excessivement rigides. Et comme si ce n'était pas suffisant, le ministre s'attaque également aux Premières Nations. Non seulement leur a-t-il accordé très peu de temps pour s'exprimer sur le projet de Constitution, mais le seul et unique passage traitant de leurs droits a été ajouté sans leur consentement. L'Assemblée des Premières Nations du Québec et du Labrador le décrit d'ailleurs comme

étant « colonial, centralisateur et incompatible avec les droits fondamentaux des Premières Nations ». Alors que le gouvernement avait l'occasion de poursuivre les démarches de réconciliation avec les Premières Nations, il a choisi de s'inscrire dans une logique coloniale en imposant un passage ne représentant aucun gain réel et occultant leurs principes juridiques.

J'aimerais toutefois aborder l'immense victoire que représente le retrait de l'article 29, qui « garantissait » le droit des femmes à avoir accès à une interruption volontaire de grossesse (IVG). Alors que le ministre présentait cet article comme un moyen idéal de protéger définitivement ce droit au Québec, de nombreux experts lui ont rappelé qu'il constituait une réouverture dangereuse du débat sur l'avortement. Ainsi, si cet article venait à être renversé en cour, il existerait un document juridique invalidant le droit à l'IVG. Le droit à l'avortement aurait alors été plus en péril que jamais.

Une autre manière de nous faire avaler la loi 21

Peu importe ce que vous pensez du projet de loi 21 sur la laïcité de l'État – interdisant notamment le port de signes religieux ostensibles – ou du



Félix Fournier | Le Délit

fait que celui-ci sera contesté devant la Cour suprême du Canada ce mois-ci, ce n'est pas grave! Le ministre l'inclut discrètement dans la Constitution dès les notes explicatives. Que vous l'aimiez ou non, elle sera désormais imbriquée dans la « Loi des lois », comme il aime si aimablement l'appeler. Non, le ministre n'attend pas le verdict du plus haut tribunal avant d'inclure ses mesures très controversées dans la Constitution même du Québec. Prétendre que la laïcité des services publics fait aujourd'hui consensus est tout simplement faux.

En fin de compte

Nous avons probablement besoin d'une constitution au Québec. Toutefois, elle ne doit pas être rédigée par un seul individu dans son sous-sol, qui

prétend « rassembler les Québécois-e-s » autour de valeurs qu'il considère comme universelles. Alors que la CAQ tente de faire adopter sa Constitution avant la fin de la législature, malgré toute la controverse qu'elle suscite, il est essentiel d'écouter les juristes et les quelque 800 organismes qui ont demandé, la semaine dernière, le retrait du projet de loi. Une constitution ne doit pas être adoptée dans la précipitation : elle exige prudence et réflexion.

Je me décris comme étant nationaliste, mais le portrait du Québec que dépeint le ministre dans sa Constitution me repousse. Elle me fait même éprouver une certaine honte à me dire « nationaliste ». Mon Québec de demain n'exclut personne : il est accueillant. Je comprends l'ambition de protéger la langue et la culture – cela me préoccupe tout autant – mais je ne crois pas que l'on s'attaque ici aux véritables enjeux. Je veux un Québec qui respecte les droits et libertés, qui exerce une justice équitable, qui respecte les Premières Nations et qui reconnaît pleinement leurs droits. Refuser cette Constitution, ce n'est pas refuser le Québec, c'est refuser un avenir qui ne nous ressemble pas et qui met en péril notre démocratie. ☹

Catherine Brunet Rodriguez
Coordinatrice des réseaux sociaux

Le fascisme : un suicide collectif

La catastrophe environnementale à l'arrière-plan de la guerre au Moyen-Orient.

Au moment d'écrire ces lignes, la guerre en Iran entre dans son vingt-troisième jour : la machine de guerre est en marche et rien ne semble capable de la ralentir. Chaque soir, Iraniens, Libanais, et autres habitants de la région s'endorment sous une pluie torrentielle de bombes, de drones et de missiles. Les images qui nous parviennent des immeubles en ruines, des gisements pétroliers enflammés et des foules affolées dépeignent un chaos aberrant, une sorte d'apocalypse.

Dans l'immédiat, notre désespoir et frayeur risquent de nous mener sur des chemins incongrus. L'un est la désensibilisation à la souffrance, et l'autre est l'esthétisation de la violence et de la tragédie. Comme l'a démontré Walter Benjamin dans son essai *L'œuvre d'art à l'époque de sa reproductibilité technique* cette démarche esthétisante est la conséquence de la résurgence du fascisme dans la société contemporaine. Il explique : « l'état totalitaire aboutit nécessairement à une esthétisation de la vie politique. Tous les efforts d'esthétisation politique

culminent en un point. Ce point, c'est la guerre moderne. »

C'est donc dans une perspective critique que je vous propose aujourd'hui un regard alternatif sur le conflit au Moyen-Orient, centré sur l'idée de la guerre en tant que processus intégral de destruction. En plaçant le climat, l'environnement et le vivant au cœur de l'analyse, on peut démêler les narratifs nationalistes et économiques qui réduisent si souvent les pertes humaines à de simples statistiques et dissimulent la souffrance derrière un rideau d'esthétisme.

Comme toute machine, la guerre a besoin d'énergie pour s'alimenter. Cette énergie, elle se la procure sous forme de mobilisation politique, mais aussi sous forme de matière première – le pétrole. Cet or noir qui pollue notre air et nos océans n'est plus simplement un objet de conquête, comme il le fut pendant les guerres du Golfe. Il est maintenant aussi une cible à embraser. C'est ainsi que le processus devient intégral : on fait décoller les avions de chasse

pour faire exploser des gisements pétroliers ; on brûle du pétrole pour faire brûler le pétrole.

Ce qui nous restera après toute cette destruction, nous ne le ressentons pas encore, mais nous allons bientôt le découvrir. La semaine du 9 mars, les habitants de Téhéran se sont réveillés sous une pluie acide noire, produite par une contamination atmosphérique liée à la destruction des installations pétrolières au cœur de la capitale. Les conséquences d'un tel degré de pollution à l'échelle locale et planétaire sont pour l'instant difficiles à évaluer. Cependant, une chose est certaine : les particules en suspension, les oxydes d'azote et le dioxyde de soufre qui pénètrent la nourriture, la peau et les narines des civils iraniens sont les mêmes qui étouffent les forêts, empoisonnent les rivières et ravagent les écosystèmes. La guerre et l'exploitation de la nature ne sont pas simplement liées, elles suivent la même logique, et font partie du même processus.

Au centre de cette tentation suicidaire se cache le fascisme. Fidèle à son mariage



Félix Fournier | Le Délit

avec la grande bourgeoisie, il sert les intérêts du complexe militaire-industriel tout en utilisant les médias comme outil de divertissement pour le grand public. L'anthologie d'images de feu et de violence que les médias nous proposent de consommer nous rend cyniques ; pris au piège, on oublie qu'il se refermera un jour sur nous. Personne n'ira sauver le pyromane qui met le feu

à la forêt. Protégeons la Terre, vive la paix, et à bas le fascisme! ☹

Marius Grieb
Éditeur Enquête

DÉCODAGE

Le retard et les bienfaits du temps long

Imposer sa propre subjectivité temporelle.

Le retard est rarement reçu positivement : c'est un état des choses non désirable, une anomalie. Dans le langage courant, il renvoie à une situation négative à laquelle il faut absolument remédier, à un écart par rapport à la norme, ou par rapport à un idéal de développement à atteindre. Au *Délit*, il est préférable de ne pas rendre son article un dimanche soir – autrement dit, en retard –, au risque de s'attirer les foudres de notre rédactrice en chef : un décret qui me place dans l'embarras, en tant que retardataire pas tout à fait réformée, et dont la notion du

temps est complètement détraquée. Sans chercher à faire l'apologie d'un comportement qui confine à l'irrespect de l'autre, j'ose émettre l'idée que nous voyons peut-être trop souvent le retard d'un mauvais œil.

L'imposition de la ponctualité comme norme suprême ne se cantonne pas à notre journal étudiant : elle est propre à nos sociétés industrialisées, dont la conception du temps est particulièrement rigoureuse et utilitariste. La temporalité est perçue comme un objet tangible, que l'on peut et doit rentabiliser au

tant que possible. Les journées sont compartimentées, et chaque heure doit être mise à profit.

Pour l'anthropologue Claude Lévi-Strauss, l'extrême fragmentation du temps s'est accentuée en même temps que l'accélération technologique, laquelle caractérise la révolution industrielle du 20^e siècle. L'accumulation de ces innovations a permis l'accroissement de notre efficacité et la rationalisation du travail – ou taylorisme. Mais cette conception s'est aussi étendue à notre rapport au temps : la logique capitaliste de fragmentation des tâches s'est appliquée au domaine temporel, et a remplacé les rythmes organiques. On se trouve désormais entraîné dans une course folle, où tout est urgent, les 24 heures d'une journée étant devenues un véritable compte à rebours.

Cet impératif absolu de performance est pourtant contre-productif. À vouloir à tout prix accroître la productivité au travail, on en oublie le bien-être des travailleurs. Ces exigences réduisent la qualité du bien produit, et nous aliènent par la même occasion. Il dévore l'oisiveté, pourtant indispensable au temps long du vivant.



Félix Fournier | Le Délit

C'est une logique qui nous interdit les temps morts, l'ennui, le vide. On ne se laisse plus aller à divaguer dans les transports et dans les files d'attente ; on ne se laisse plus habiter par le temps. Les idées meurent dans l'œuf, et nos réflexions sont étouffées par les distractions numériques.

Pour Hélène L'Heuillet, le retard devient une micro-victoire au milieu de journées éreintantes et hautement compartimentées. Tous les retards ne sont pas pour autant bons à prendre, notamment celui

qui permet d'exercer une forme de contrôle, et de faire attendre celui soumis au temps de l'autre. Aux yeux de la philosophe et psychanalyste, le retard doit être accidentel. Dans notre contexte de malaise temporel, il nous offre un moyen de nous échapper des normes de rendement et de l'aliénation qui en découle. Le retard nous offre une marge de liberté. ☹

Dalia Djazouli
Éditrice Décodage



La cassette commence à être usée

Réponse au journal *The Concordian* et à l'économiste Moshe Lander.

Cette fois-ci, c'est la bonne. Je promets de quitter l'équipe éditoriale du *Délit* après cet article, qui contrevient à toutes les conditions ayant permis mon retour. Dommage. Mais je ne pouvais pas, en bonne conscience, m'empêcher de répondre aux âneries véhiculées dans le *Concordian* par un prétendu économiste à l'endroit des conséquences économiques d'un éventuel processus référendaire. Toujours la même cassette, le même discours fatigué, démythifié mille fois par de vrais intellectuels de toutes les époques. Je me demande comment cet article s'est échoué en *Actualités*, alors qu'il est dépourvu du moindre fait démontrable. Mon article a beau être classé comme une opinion, il est strictement factuel; je voulais simplement avoir la liberté d'utiliser toutes les invectives nécessaires.

Montrez-moi un économiste qui pense que c'est [l'indépendance du Québec, *ndlr*] une bonne idée, et je vous montrerai un économiste au chômage.
-MOSHE LANDER

Omettre de joindre des données concrètes à un argumentaire illégitime rend celui-ci intemporel.

Dans son entrevue, M. Lander, un habitué de la télévision de langue anglaise (et économiste à ses heures), recopie plus ou moins habilement le *modus operandi* d'une infinité de « dépendantistes » avant lui. L'épouvantail de la peur d'un effondrement économique d'un Québec souverain qu'il dresse sera toujours le plus imposant dans l'imaginaire collectif des électeurs. Il inspire un niveau d'incertitude tellement étouffant que nous nous en remettons à de supposés experts pour nous prédire le futur de notre nation, sans penser à remettre leurs sordides mensonges en question.

La question de la décote

Première gaffe intellectuelle (in) volontaire du *Concordian*. En trente secondes de recherches plus ou moins rigoureuses, il aurait pu comprendre les réelles causes de la décote du Québec par la Standard and Poor's (S&P) – qui n'a absolument rien à voir avec la recrudescence de l'intérêt des Québécois envers la souveraineté.

Le ministre Girard, avant de blâmer un potentiel référendum pour ses propres méfaits, avait affirmé sans gêne en avril 2025 que cette décote n'aurait aucun impact sur la population et qu'elle était parfaitement insignifiante.

La S&P elle-même justifie la baisse en mentionnant la hausse fulgurante des dépenses publiques combinée à une croissance effarante de la dette sous la gouverne de la CAQ. Un journal incapable de lire les journaux, ça commence bien un article. Bien qu'il présente brièvement les récriminations du Parti

québécois, le *Concordian* diffuse tout de même les propos complètement mensongers du ministre Girard, dans l'espoir peut-être que certains les méprennent pour la vérité.

La question de l'économie

Laisser planer le doute en présentant une fausseté comme une réalité ambivalente, soit. Pas très éthique, mais rien de réellement détestable. Cependant le *Concordian* dépasse les bornes lorsqu'il rapporte, supposément de manière totalement objective, que les référendums ont plongé le Québec dans un marasme économique dont les effets diminuent à ce jour notre qualité de vie. Encore une fois, aucune donnée, rien d'empirique. Ce serait trop demander.

Il me faut contrecarrer les propos de M. Lander en deux temps. En premier lieu, absolument aucune donnée macroéconomique n'indique une crise financière d'une quelconque ampleur, le Québec ayant vu sa croissance économique se maintenir et même bondir dans la décennie suivant le référendum de 1995. Depuis cette date fatidique énoncée dans l'article, le PIB réel du Québec a crû de 42 % (contre 34 % pour le reste du Canada), le taux de chômage chutant de 6,1 % (contre 3,1 % pour le Canada), tout comme le taux de pauvreté, ayant atteint 7,4 % en 2023 (contre 10,2 % pour le Canada). Qui plus est, le Québec n'a cessé de voir augmenter son taux d'alphabétisation et d'accès aux études supérieures, faisant de lui un point central d'innovation en Amérique du Nord pour une pléthore de secteurs technologiques de pointe (IA, aérospatial, biomédical, etc.).

Côté social, le Québec vient d'être nommé province la plus heureuse par une marge considérable sur le reste du Canada. De plus, tous les indices (inégalités, développement humain, satisfaction de vie, etc.) pertinents abondent dans le sens d'une supériorité du Québec pour ce qui est de la qualité de vie de ses habitants. La province-aspirante-pays peut aussi se targuer d'avoir un des systèmes sociaux (garderie, santé, assurance parentale/chômage) les plus développés dans le monde.

Aussi, absolument aucune donnée empirique ne corrobore l'affirmation présentant le Québec comme une destination abandonnée par l'immigration – surtout pour ce qui est des secteurs professionnels. Bien que les référendums aient causé un exode d'une certaine minorité linguistique vers les autres provinces canadiennes, le Québec n'a jamais cessé d'être une destination de choix pour la francophonie internationale.

J'ai l'impression que cet article devient une banale présentation de faits économiques simples, mais comment faire



Félix Fournier | Le Délit

autrement? Je ne vois aucune autre façon de répondre à des mensonges pourtant archi-convenus, qui font de l'infériorité du Québec un fantasme et l'attribuent directement à la volonté du peuple à se libérer d'un oppresseur pétrolier néocolonial.

La question du coût de la démocratie

M. Lander présente ensuite son plus brillant argument en défaveur de l'indépendance du Québec. Supposément qu'il faudrait renoncer à l'autodétermination parce que la tenue d'un référen-

« Rien de plus simple pour effrayer les masses que leur faire croire qu'on s'attaque à leur portefeuille, à leurs impôts, à leur stabilité. Le confort (et la menace de le perdre) sera toujours l'ennemi du changement »

dum enjoindrait un coût supplémentaire exorbitant pour l'État; selon moi, une surestimation bancaire) provenant de l'argent des contribuables. Vraiment? Le coût de la démocratie comme argument contre la démocratie? Peut-être que, suivant cette logique, on pourrait organiser des élections tous les 10 ans? Tous les 20 ans? Et pourquoi pas jamais! On épargnerait un beau petit pactole!

Franchement, on est sur de la propagande de bas étage. Même si on s'en tient à l'estimation de 144 millions, la dépense ne représente que 0,0865 % des revenus annuels de l'État québécois... une jolie aubaine pour une liberté convoitée depuis des siècles.

La question des négociations

Ne faites pas l'indépendance, c'est trop compliqué pour vous!

Une solution viable et libératrice pour plus d'une trentaine de nations depuis

1980, mais pas pour le Québec, bien sûr. L'article présente la province comme absolument dépourvue de tout pouvoir de négociation, attachée à sa dette et à des infrastructures fédérales coûteuses.

C'est à se demander qui a payé pour Valcartier, les autoroutes, les ports, les ponts... Le Québec est le deuxième plus important contributeur aux revenus fiscaux du Canada, et a financé une infinité d'initiatives contraires à ses intérêts (lire ici l'industrie gazière/pétrolière). Nous sommes une nation

riche, éduquée, productive et progressiste, mais nous serions supposément incapables de mettre nos ressources de l'avant pour négocier avec le Canada (voie maritime du Saint-Laurent, ressources naturelles, industries et technologies). Je n'y crois pas un instant.

La vérité est que nous sommes – géographiquement et économiquement – absolument essentiels au Canada, et qu'il ne déploie ses honteuses fabrications que pour nous convaincre de notre petitesse et de notre incompetence. Le Québec n'aura aucun mal à pérenniser sa vitalité, enfin délesté de l'appareil fédéral qui l'enlise dans une dette monumentale. Il pourra contrôler sa politique fiscale, et démanteler une énième invention de M. Lander quant à l'augmentation des taux d'imposition sur les Québécois.

Rien de plus simple pour effrayer les masses que leur faire croire qu'on s'attaque à leur portefeuille, à leurs im-

pôts, à leur stabilité. Le confort (et la menace de le perdre) sera toujours l'ennemi du changement.

La question de l'emploi

En plus d'être carrément impertinent, M. Lander fait preuve d'un impressionnant dédain envers les Québécois. Sa supposition selon laquelle tout économiste défendant la libération du Québec est un chômeur déguisé est vomitive. On ressent tout le dédain coutumier d'un détestable sujet de Sa Majesté, bien

« Rien de plus simple pour effrayer les masses que leur faire croire qu'on s'attaque à leur portefeuille, à leurs impôts, à leur stabilité. Le confort (et la menace de le perdre) sera toujours l'ennemi du changement »

coiffé pour un segment à la CBC ou à CTV *in english only*.

Connaît-il Jacques Parizeau? Un économiste doctorant à la London School of Economics; ministre des Finances et ancien premier ministre du Québec? Il avait un plan clair, une vision économique fondée sur les chiffres et les faits, combinée à une réelle volonté de voir le Québec s'accomplir pleinement dans tous les domaines en accédant à son indépendance.

Il ne doit pas manquer de chômeurs chez les économistes, j'en conviens. Mais peut-être bien que certains mériteraient cette situation plus que d'autres. ☹

Antoine Proulx
Éditeur Opinion

En collaboration avec
Louis-Justin Sauvé

En grève contre le pourboire!

Nous avons assez payé. Nous manifestons contre les pourboires – vous venez ?

Vous avez commandé un latté et il est temps de payer. Le barista tourne le terminal vers vous et vous êtes confronté à votre dilemme quotidien. Est-ce que vous donnez un pourboire? Si oui, combien? 5 %, 18 %? Pourquoi pas 25 %? Vous sentez la tension dans le regard du barista, qui ne vous empêche pas de penser que préparer votre latté, c'est son rôle. S'il ne le fait pas, il sera viré de toute façon! Il ne devrait pas s'attendre à ce que je paie son salaire, alors pourquoi le fait-il? Vous avez raison. Le pourboire est un système inefficace, et il n'est pas de notre responsabilité de payer les salaires des inconnus. C'est pour ça que je propose une manifestation contre les pourboires. Vous venez?

Le pourboire est une coutume presque exclusivement attribuable aux États-Unis et au Canada, adoptée après la prohibition à cause de faibles salaires dans le secteur du service. Le résultat est qu'aujourd'hui, nous sommes sous l'obligation morale de donner environ 18 % du prix de nos factures à nos serveurs. Les Européens qui arrivent à Montréal ne sont pas habitués à la coutume du pourboire. En général, ils

n'en donnent pas au début (pensez à un McGillois britannique ou français). Mais, après avoir été harcelés et agressés par des barmans, des baristas et d'autres travailleurs de l'industrie, ils apprennent vite qu'il faut s'assimiler – ou être détesté. À cause des situations comme celles que je vous ai présentées, 67 % des Canadiens disent qu'ils veulent abolir le pourboire, selon un sondage réalisé par H&R Block Canada.

La force qui nous fait payer le pourboire n'est pas policière, ni contractuelle ni légale : nous nous imposons à nous même ce jugement. Il existe une autre force inquiétante, soit l'influence qu'a le pourboire du consommateur sur le serveur. Dans notre système actuel, les serveurs ont intérêt à être gentils avec leurs clients, même quand les clients ne le méritent pas. La pression de l'argent sur le serveur pourrait le forcer à subir des abus, parce que s'il ose tenir tête à ses tortionnaires, il gagne moins d'argent. Dans notre système, n'importe qui pourrait s'asseoir et maltraiter un serveur. Ce dernier, sans ses pourboires, est forcé de voir le pouvoir financier rester dans les mains du propriétaire

de l'entreprise. La destruction du système de pourboires obligatoires ne pourra qu'améliorer la sécurité et la santé des serveurs.

Nous pourrions défendre le pourboire aux États-Unis parce que le salaire minimum fédéral pour les serveurs y est risible, à 2,13 dollars américains l'heure. Au Québec, le minimum pour les serveurs est à 12,90 dollars l'heure, tandis que le salaire minimum général est de 16,10 dollars. C'est-à-dire qu'aux États-Unis, les serveurs ont besoin des pourboires pour survivre, alors qu'au Canada, le besoin n'est pas tant existentiel. La plupart du monde occidental, notamment l'Europe et l'Australie, n'exige pas les pourboires. Il existe manifestement un système où les entreprises paient leurs employés assez pour assurer leur bien-être sans dépendre des pourboires – alors pourquoi ne pas l'introduire ici? La vie pourrait être plus simple, plus efficace, et surtout moins chère.

Enfin, il est regrettable que notre monde ne soit pas parfait ni toujours égal, mais il faut sans relâche viser à l'améliorer. Si nous arrêtons de payer



Catvy Tran | Le Délit

les pourboires, nous pourrions avoir plus de transparence avec les entreprises, moins de tension dans notre quotidien et plus d'argent dans nos portefeuilles. Joignez-vous à moi, la manifestation commence dès aujourd'hui. Bon courage à tous! ☺

Owen Roberts
Contributeur

Une génération jetable

Quel sera le prix d'une ère où chaque aspect de notre vie est jetable?

N'avez-vous jamais rêvé de vivre à l'époque de vos grands-parents, quand la vie était plus simple et les journées plus lentes? C'est un sentiment assez compréhensible vu l'état de notre monde moderne, essoufflant et éphémère. En raison du capitalisme et du consumérisme, un retour à cette vie d'antan semble impossible : la mode jetable, des produits et des emballages à usage unique, et des relations fondées sur ce même mode de consommation.

Une consommation coûteuse

La mode, qui était auparavant une expression du style personnel, est maintenant contrôlée par une alliance de compagnies et d'influenceurs. Par le passé, l'achat des vêtements était un choix conscient; les tenues étaient fabriquées pour durer des dizaines d'années et étaient associées à des souvenirs et une certaine sentimentalité. Les tendances actuelles, notamment sur les réseaux sociaux, encouragent la production et l'achat de vêtements de mauvaise qualité. Aujourd'hui, les goûts culturels sont dictés par des algorithmes. Il est devenu impossible de confirmer les taux de consommation et d'adoption des tendances, car ils changent trop

rapidement. Les vêtements qu'on achète sont portés en moyenne sept à dix fois, puis sont jetés et remplacés par d'autres pièces à bas prix. Cela montre comment l'affirmation de soi est devenue une pratique insensée pour contribuer à la surconsommation effrénée.

Pire encore, chaque transaction commerciale à laquelle nous prenons part vient avec son lot d'emballages et de plastiques à usage unique. Pensez à la dernière fois que vous avez fait votre épicerie. Combien de déchets plastiques avez-vous créés? Seuls 20 % des milliards de déchets plastiques produits dans le monde aujourd'hui sont vraiment recyclés. Cette statistique est certes cho-

nous rend aveugles à la consommation et encourage une existence sans pensée critique ou une quelconque réflexion profonde.

Quand l'amour devient consommable

Même les rencontres amoureuses ne sont pas des occasions où on peut prendre notre temps et considérer les implications de nos actions! Pour les jeunes adultes de notre génération, il y a ce sentiment universel qu'on peut toujours trouver quelqu'un de mieux parmi les milliards d'utilisateurs sur les applications de rencontre. On peut essayer de parler avec un ou une partenaire, décider qu'il ou elle n'est pas pour nous et s'en débarrasser comme un sac en plastique de l'épicerie. Nous ne serons



Catvy Tran | Le Délit

par la surconsommation sans manière de pouvoir y échapper.

Le consumérisme à court terme est impliqué dans tous les aspects de nos vies, notamment par l'abandon du style personnel, les produits et leurs emballages jetés immédiatement et les relations romantiques qui encouragent un cycle d'usage inéluctable. Évidemment, nous sommes incroyablement détachés des vies paisibles de nos grands-parents, et il se peut que nous soyons incapables d'y retourner. Si ce mode de vie perdure, sera-t-il possible de l'enrayer pour les généra-

tions à venir? Sinon, le futur nous laissera-t-il ligotés à nos écrans, vivant des vies sans sentimentalité ni connexion hors des transactions en ligne? À nous d'agir. ☺

Hannah Bigioli
Contributeur

« Le consumérisme à court terme est impliqué dans tous les aspects de nos vies, notamment par l'abandon du style personnel »

quante, mais n'est manifestement qu'une arrière-pensée lorsqu'on achète des produits emballés en plastique que nous jetterons aussitôt. C'est cette insouciance qui

pas capables de trouver de partenaire pour la durée de nos vies, et ce, à cause de nos croyances inconscientes que tout est facilement remplacé. Chaque aspect de la vie moderne est entouré

La performance de l'homosexualité : un privilège?

Blague innocente, signe d'ouverture ou nouveau costume?

Deux hommes hétéros imitent une voix, se prennent par la taille, font semblant d'être en couple pour une photo, puis éclatent de rire. L'un ajoute « *no homo* » et tout rentre dans l'ordre. Pendant ce temps, un homme gai tient la main de son partenaire. Il surveille autour de lui, sonde le quartier, évalue le risque. Pour les uns, l'homosexualité est un prétexte pour rire. Pour les autres, c'est juste une vie.

Entre violences et « *bromance* »

Sur papier, le contexte semble plus apaisé. Un sondage du Pew Research Center mené en 2019 dans 34 pays montre que 52 %, en médiane, des répondant·e·s estiment que l'homosexualité « *devrait être acceptée par la société (tdlr)* ». Dans plusieurs pays, l'acceptation a gagné plus de dix points depuis le

comique, une intonation, une position du corps. Elle sert à cimenter la complicité du groupe, pas à parler de désir ni de violence.

Ce jeu n'est pas marginal. Il traverse les équipes sportives amatrices, les groupes d'amis urbains, les établissements scolaires et universitaires situés dans des milieux se considérant comme « ouverts » et éduqués. Cette présence est attestée à la fois dans une revue systématique portant sur les masculinités contemporaines et dans l'ethnographie d'un lycée anglais réalisée par Mark McCormack. Là, l'insulte frontale devient moins visible. Elle se fait plus rare dans les couloirs. On préfère le clin d'œil ironique, le « *no homo* » murmuré après un câlin de trop. Pourtant, les chiffres rappellent que la ligne n'est pas la même partout. En France, 41 % des personnes dé-

qui rejettent ouvertement l'insulte homophobe et incluent des camarades gais dans leur cercle. Anderson documente aussi une tactilité accrue entre eux : étreintes prolongées, partage de lit, gestes de tendresse qui auraient été impensables dans les années 1980.

Une revue systématique publiée dans l'*American Journal of Men's Health* synthétise 33 études. Elle identifie quatre traits récurrents dans ces masculinités contemporaines : plus d'inclusivité, plus d'intimité émotionnelle, plus de physicalité, plus de résistance aux normes virilistes classiques. Dans cette lecture, « jouer au gai » ne signifie pas forcément se moquer des gais. C'est aussi le signe qu'une partie des garçons ne construit plus son identité en fuyant à l'idée de « passer pour pédé ».



Félix Fournier | Le Délit

« L'homosexualité devient un filtre comique, une intonation, une position du corps. Elle sert à cimenter la complicité du groupe, pas à parler de désir ni de violence »

début des années 2000. Le Rapport sur les LGBTIphobies 2025 décrit pourtant toujours l'école comme un des principaux lieux de violences, parlant d'une « police du genre » exercée entre élèves : moqueries, insultes, mises à l'écart de celles et ceux qui ne rentrent pas dans la bonne case de la masculinité ou de la féminité. En France, le ministère de l'Éducation nationale rappelle lui aussi qu'il est « essentiel de ne pas banaliser, sous prétexte de jeu ou d'humour, ces comportements ». En parallèle, une partie de la recherche en sociologie montre l'émergence de nouvelles formes de masculinité où des hommes hétérosexuels rejettent plus clairement l'homophobie, se montrent plus tactiles entre eux et revendiquent une « masculinité plus douce ».

Entre la brutalité toujours très réelle des LGBTIphobies et ces « *bromances* » : que penser d'un geste aussi banal que deux mecs qui « font les gais » pour rire? Blague innocente, signe de progrès ou nouveau costume qui maintient l'homosexualité à distance?

Où le « jeu » apparaît

Dans ces scènes, le scénario se répète. On imite une voix jugée « efféminée ». On exagère des gestes codés comme gais. On se présente comme « en couple » avec son meilleur ami, avant de dissiper tout malentendu. L'homosexualité devient un filtre

clarent utiliser encore des insultes homophobes comme « pédé » ou « enculé », une proportion qui monte à 47 % chez les moins de 35 ans (IFOP, 2019). L'institut note que l'homophobie explicite reste plus fréquente dans les milieux peu diplômés et recule avec le niveau d'éducation. Autrement dit, la violence change de forme selon l'espace social : dans certains milieux, on insulte ; dans d'autres, on ironise.

La lecture du « progrès » : masculinité inclusive

Certains chercheurs y voient une rupture réelle. Eric Anderson, dans son ouvrage *Inclusive Masculinity: The Changing Nature of Masculinities* et dans un article co-écrit avec Mark McCormack, propose la « *théorie de la masculinité inclusive* ». Elle repose sur un concept central : l'« *homohysteria* », non pas la peur d'être gai, mais la peur d'être vu comme tel par les autres. Tant qu'elle est forte, chaque geste est surveillé. On évite les câlins, les confidences, les larmes, tout ce qui pourrait être lu comme trop féminin. Quand l'homophobie culturelle recule, la peur d'être perçu comme gai perd de son pouvoir. Quand elle diminue, le terrain de jeu s'ouvre : les gestes de tendresse redeviennent possibles.

Les enquêtes ethnographiques sur des lycées et campus britanniques ou nord-américains décrivent des groupes de garçons hétérosexuels

La lecture du « costume » : masculinités hybrides

Bridges et Pascoe parlent de « *masculinités hybrides* » : une « *incorporation sélective d'éléments associés aux masculinités marginalisées* ». Concrètement, des hommes, souvent blancs, hétéros, de classe moyenne ou supérieure, s'approprient la sensibilité, l'humour queer ou la douceur sans jamais céder leur position de pouvoir.

Appliquée à notre jeu de départ, cette grille change la question. « Jouer au gai » devient un marqueur de confort social : seul celui qui est sûr de sa place dans la hiérarchie, masculin, hétéro, légitime, peut se permettre la mise en scène sans craindre que l'étiquette reste. McCormack, qui est pourtant l'un des partisans d'une lecture optimiste de la masculinité inclusive, le reconnaît lui-même : dans son ethnographie d'un lycée de milieu populaire en Angleterre, les attitudes pro-gais et la tactilité existent, mais « *ces comportements sont moins prononcés que chez les garçons de classe moyenne* ». Un constat que Connor *et al.* élargissent : ces nouvelles formes de douceur et d'inclusivité s'observent surtout chez de jeunes hommes hétérosexuels, de classe moyenne, dans des pays occidentaux riches.

Au final, ces deux lectures ne s'excluent pas : les mêmes garçons

peuvent adopter des gestes plus doux et inclusifs tout en portant ce « nouveau costume de classe » qui les laisse en position dominante.

Toujours le même gagnant

Ce jeu rappelle qu'on peut imiter, surjouer et tourner en dérision l'homosexualité, alors

norités sexuelles le confirmer : ce type de blagues est associé à davantage de symptômes dépressifs et d'anxiété chez les jeunes LGBTQ+.

Ce jeu n'est jamais neutre et est toujours inégal. La vraie question reste : qui peut jouer sans jamais perdre? Les hommes hétérosexuels, les plus légitimes, peuvent « faire

« Il faut une certaine tranquillité pour se déguiser en ce que d'autres subissent »

que ceux qui sont réellement gais n'ont pas cette marche arrière. La Fondation Jean-Jaurès documente leurs stratégies d'invisibilité au quotidien : éviter de se tenir la main, changer de quartier, taire son couple.

Certains hommes gais apprennent à y participer, à rire avec le groupe, parfois pour s'y fondre. Mais cette adaptation a un coût : ce que Meyer appelle la « *dissimulation de soi* », c'est-à-dire mettre à distance sa propre identité pour survivre socialement. Cette stratégie constitue en soi une charge psychologique à part entière. Plus largement, ses travaux sur le stress minoritaire montrent que ces signaux répétés — blagues, sous-entendus, caricatures — alimentent un stress chronique fait d'anticipation du rejet, d'autosurveillance et de honte intériorisée, même sans violences explicites. Les recherches sur les micro-agressions envers les jeunes mi-

les gais » pour une blague et revenir aussitôt à une identité jamais menacée. Il faut une certaine tranquillité pour se déguiser en ce que d'autres subissent. Ceux directement concernés n'ont pas ce luxe. Le costume, pour eux, n'a jamais été un déguisement. ☹

Joséphine Miton
Contributrice

Quand le deuil est chanté par des dessins animés

Le neuvième album studio de Gorillaz est paru à la fin février.

Gorillaz est un groupe de musique britannique virtuel créé par Damon Albarn et Jamie Hewlett en 1998. Tandis qu'Albarn s'occupe de la partie musicale, Hewlett est l'artiste derrière toute la partie visuelle. Le duo fondateur reste plutôt dans l'ombre, puisque les membres de Gorillaz sont présentés comme quatre personnages de dessin animé : 2-D (chant), Noodle (guitare, clavier), Murdoch Niccals (guitare, basse) et Russel Hobbs (batterie). Un riche univers autour de la formation fictive s'est construit au fil des années à travers de nombreux vidéoclips, des

Photo tirée de la page

Instagram de Jamie Hewlett



courts-métrages et même des entrevues écrites à l'avance.

The Mountain est le neuvième album studio de la formation, sorti 25 ans après leur premier projet. Il a été conçu durant une période de deuil pour le duo créatif, dont les membres ont tous deux perdu leur père en l'espace de deux semaines. Même si la mort est le filon conducteur de l'album, le ton est loin d'être mélancolique. La cinquième chanson, « *The Orange County* », s'attaque à la tristesse du deuil à l'aide d'une mélodie construite autour d'un sifflement jovial : « *Tu sais le plus difficile / C'est de dire au revoir à quelqu'un que tu aimes (tdlr)* » (*You know the hardest thing / Is to say goodbye to someone you love*).

Albarn et Hewlett, durant la création de l'album et leur processus de deuil, ont effectué plusieurs voyages en Inde qui ont influencé les thématiques majeures abordées dans *The Mountain*. Cela se ressent notamment dans le côté spirituel de l'album. La mort est abordée à travers le spectre de la réincarnation, ce qui aide en partie à atténuer son côté tragique. Le choix des collaborations en témoigne parfaitement, car elles sont

parfois prises d'anciens enregistrements d'artistes décédés, comme c'est le cas avec le rappeur Proof sur « *The Manifesto* », qui renaît temporairement le temps de quelques couplets. La structure même du projet rappelle la réincarnation, puisque la mélodie d'ouverture est la même que celle qui conclut l'album. Il est donc idéal d'écouter l'album dans son ordre chronologique, d'un bout à l'autre, pour en faire l'expérience optimale. Le projet se termine avec « *The Sad God* », qui met en scène un dieu découragé et déçu par l'humanité : « *Je vous ai donné des atomes, vous avez construit une bombe / Maintenant il*

de plusieurs collaborations entre différents pays, ce qui crée une œuvre multiculturelle au son riche et singulier. Cette diversité se manifeste entre autres par les langues dans lesquelles chantent les artistes invités : l'anglais, l'arabe, l'hindi, l'espagnol et le yoruba.

Pour accompagner la sortie de l'album, Gorillaz a publié un court-métrage de huit minutes intitulé « *The Mountain, The Moon Cave and The Sad God* », titre qui fait allusion à trois chansons différentes. Véritable lettre d'amour à l'âge d'or de l'animation, le film s'inspire grandement du *Livre de la jungle*. Le projet dirigé par

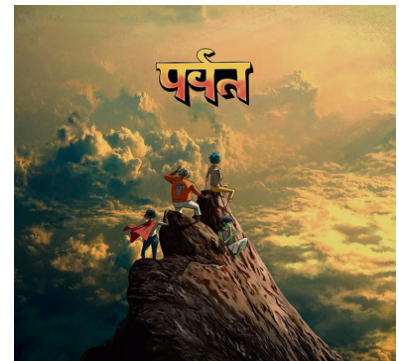


Photo tirée de la page

Instagram de Jamie Hewlett

The Mountain est disponible sur toutes les plateformes de diffusion en continu et en format physique. Gorillaz sera au Centre Bell le 3 octobre 2026, où l'on pourra voir de grands écrans diffuser des vidéos du groupe virtuel, tandis qu'Albarn et une dizaine de musiciens se produiront sur scène. Les billets sont déjà en vente sur evenko.ca.

« **Même si la mort est le filon conducteur de l'album, le ton est loin d'être mélancolique** »

n'y a plus rien et je suis parti » (*I gave you atoms, you built a bomb / Now there is nothing and I have gone*).

Fidèle à ses habitudes, Gorillaz multiplie les collaborateurs et les genres musicaux dans lesquels il puise. *The Mountain* est influencé par le rap, le trip hop, la musique classique indienne, le rock alternatif et plus encore. Il est le résultat

Hewlett et réalisé par des dizaines d'artistes s'est échelonné sur plusieurs mois, puisque le groupe tenait à ce qu'il soit entièrement dessiné et peint à la main. L'attention aux plus fins détails témoigne de la passion encore bien vivante d'Albarn et Hewlett. Grâce à cette passion, Gorillaz arrive à réaliser un album monumental qui se hisse parmi les meilleurs de la formation.

Benjamin Martel
Contributeur

RÉFLEXION

Révélation de l'identité de Banksy

Sa sortie de l'anonymat soulève des questions sur l'art du tag.

L'identité de Banksy, également connu sous les surnoms de « l'homme au pochoir », de « l'entité artistique légendaire » ou encore de « justicier graffeur », a finalement été dévoilée par des journalistes de Reuters. L'artiste de rue britannique, que la presse n'a pas fini de surnommer avec force de fantaisie, possède un pouvoir culturel certain et un rôle dans le débat public aujourd'hui.

ne craignait pas les sanctions liées aux graffitis sauvages, s'attendant souvent à ce que ses œuvres soient effacées.

Nous pouvons alors comprendre la colère des graffiteurs populaires qui dégradent certaines œuvres de Banksy. « Le Phare », à Marseille, apparu le 30 mai, a été vandalisé par l'ajout de testicules en peinture violette dès la première nuit. À ses côtés, un « Moi aussi

« **Si ce sont des graffiteurs, c'est du vandalisme ; si c'est Banksy, c'est de l'art** »

Il a effectivement été nommé parmi les 100 personnes les plus influentes par le *Time Magazine* en 2010.

Derrière le pseudonyme de « Banksy » se cache Robin Gunningham, né à Bristol en 1973, et qui se fait appeler David Jones depuis quelques années. Cependant, cette révélation de l'identité de Banksy m'a interpellé sur la question du mérite d'une œuvre d'art.

Pourquoi certaines œuvres de Banksy sont-elles protégées par un panneau en plexiglass, ou déplacées dans des musées pour empêcher leur dégradation, alors que les auteurs de graffitis risquent parallèlement de lourdes amendes? En restant anonyme, Banksy

ils vont me protéger? » signé « Banski » était inscrit. Pourquoi, alors qu'il était autrefois considéré comme un contestataire, l'artiste bénéficierait-il aujourd'hui d'un traitement de faveur de la part des autorités? Si ce sont des graffiteurs, c'est du vandalisme ; si c'est Banksy, c'est de l'art.

Pourtant, lui-même le dénonce, cité dans le *LA Weekly* en 2010 : « *Je ne cherche pas tant à convaincre les gens du monde de l'art que ce que je fais est de l'art. Je tiens davantage à convaincre les membres de la communauté du graffiti que ce que je fais, c'est bel et bien du vandalisme (tdlr)*. » Il ne veut pas être perçu comme le favori parmi les graffiteurs populaires.



Photo tirée de BFMTV

Ce qui est d'autant plus paradoxal, c'est l'exposition de graffitis dans des galeries et leur vente aux enchères pour des sommes considérables. En déplaçant ces œuvres, pourtant associées à leur « mur », dans des musées ou des expositions, on en change le sens. En effet, les graffitis, apparus dans les années 1960 à Philadelphie aux États-Unis, étaient une forme d'expression des jeunes désocialisés de la classe ouvrière, qui

ont commencé à écrire leurs noms ou surnoms sur les murs de la ville pour laisser une trace, marquer leur passage sur cette Terre. Aujourd'hui, le graffiti a évolué pour devenir une véritable forme d'expression artistique. Symbole de résistance et de contre-culture, il peut faire passer des messages politiques, et surtout permet à tous, même aux voix marginalisées, de s'exprimer librement. C'est un art populaire, accessible à tous,

et la sacralisation qu'en fait l'élite artistique en s'en emparant vient perturber cette dynamique communautaire. Un art de rue ne devrait pas être transféré dans des institutions.

Juliette Aviat
Coordonnatrice
des réseaux sociaux

Une course serrée aux 98e Oscars

L'animation québécoise reconnue à la cérémonie.

Le 15 mars, l'Académie des arts et des sciences du cinéma a mis en lumière des talents marquants de l'année 2025 lors des récompenses de cinéma les plus importantes du monde anglophone. La cérémonie, qui se déroule toujours à Los Angeles, a été remplie comme d'habitude de discours touchants, de moments drôles et de commentaires politiques. *Pêcheurs* (*Sinners*) et *Une bataille après l'autre* (*One Battle After Another*), les deux candidats en tête de liste, ont reçu des récompenses en alternance tout au long de la soirée, qui a culminé avec la victoire d'*Une bataille après l'autre* pour l'Oscar du meilleur film.

L'animation québécoise

Cependant, ce ne sont pas uniquement des films américains qui ont été reconnus ; parmi les lauréats triomphait le court-métrage québécois *La jeune fille qui pleurait des perles*. Ce film a remporté l'Oscar du meilleur court-métrage d'animation. « Merci à la fantastique ville de Montréal. Merci, le Canada », a déclaré Maciek Szczerbowski, qui a accepté l'Oscar avec son co-réalisateur Chris Lavis.

La jeune fille qui pleurait des perles est un film de 17 minutes, disponible gratuitement sur le site de l'Office national du film (ONF). L'œuvre met en scène un garçon pauvre qui habite

dans le quartier de Saint-Henri à Montréal, au début du 20e siècle. Il observe la famille qui habite à côté par un trou dans le mur. Souvent, la nuit, la souffrance de la jeune fille abusée par sa mère se manifeste en larmes solides et parfaitement rondes : des perles. Cette découverte donne au garçon une chance de s'échapper de la pauvreté extrême ; il ressent pourtant de l'empathie pour la jeune fille. Lorsqu'il vend les perles, il a alors du mal à soulager sa mauvaise conscience.

Les réalisateurs ont travaillé pendant cinq ans pour créer *La jeune fille qui pleurait des perles*, dont l'animation image par image exigeait un travail méticuleux. James Hyndman, narrateur du film, a décrit Szczerbowski et Lavis à Radio-Canada comme deux hommes « qui, tous les matins, se pointent à la job et font : "Aujourd'hui, je vais faire un bout de tissu", et ils passent la journée [à faire] la manche d'un veston [...] et le lendemain matin, ils recommencent. » Les réalisateurs ont révélé au *Devoir* que, dans la situation idéale, « une journée entière de travail produit peut-être trois secondes de film ».

Il s'agissait d'un honneur plutôt inattendu pour l'ONF. Suivant l'oscariation du court-métrage, le site Web de l'ONF a subi une brève panne causée par les nombreux internautes qui souhaitaient le visionner.

Batailles, pêcheurs, et ping-pong

Pour d'autres lauréats aussi, la victoire n'a été obtenue qu'après de longues années de travail. Paul Thomas Anderson, sacré meilleur réalisateur pour *Une bataille après l'autre*, avait reçu 14 nominations aux Oscars précédents sans remporter une statuette. Cette année, l'Académie a mis fin à cette série de défaites. Anderson a expliqué sur scène la subjectivité de telles récompenses, en remarquant : « Il n'y a pas de meilleur film parmi ceux-ci. Ça dépend simplement de l'humeur du jour, mais nous sommes contents d'en faire partie (tdlr). » *Une bataille après l'autre* est aussi le premier lauréat du nouvel Oscar de la meilleure distribution des rôles.

Si l'Académie décernait une deuxième place, le lauréat aurait presque certainement été *Pêcheurs*, dont le succès est sans précédent. Ce film réalisé par Ryan Coogler a reçu 16 nominations cette année, ce qui constitue un record. Autumn Durald Arkapaw, directrice de la photographie pour *Pêcheurs*, a été la première femme à recevoir un Oscar dans cette catégorie.

Quant à Timothée Chalamet, pourtant favori ces derniers mois, il a encore vu la statuette du meilleur acteur masculin lui échapper. En dépit de ses efforts considérables, sa performance éclatante comme joueur de tennis de table dans *Marty Supreme* n'a pas impres-



Photo tirée du site de l'ONF

sionné l'Académie autant que prévu. D'une certaine manière, c'est une retournement approprié, dans la mesure où la quête de Chalamet ressemble aux vaines tentatives de son personnage Marty Mauser. Il faut noter que la controverse qui entoure l'acteur à la suite de propos critiquant le ballet et l'opéra n'a pas pu contribuer à sa défaite, puisque l'incident a eu lieu après la date limite pour remettre des ballots des Oscars.

Cet Oscar, auquel Chalamet s'attendait peut-être, a été remporté par Michael B. Jordan. Dans *Pêcheurs*, ce dernier incarnait des jumeaux qui

font face à des obstacles comme le racisme et des personnages vampiriques dans l'État du Mississippi. L'actrice irlandaise Jessie Buckley a gagné l'Oscar de la meilleure actrice, ayant déjà reçu plusieurs autres récompenses pour sa performance d'une mère en deuil dans *Hamnet*. Comme de nombreux films attendus apparaissent au cinéma ce printemps, la planification des prochains Oscars s'amorce sans doute déjà dans le monde du cinéma. ☹

Austin Witter
Contributeur

Au-delà de l'image

Retour sur la projection et discussion pour les 50 ans du Groupe Intervention Vidéo.

Le 18 février dernier, j'ai assisté à *Desire Lines: Experimental Video as Social and Spatial Interventions*, un programme de courts métrages projeté dans la Cultural Studies House, suivi d'une discussion avec des artistes et des chercheurs.

L'événement était organisé par le Groupe Intervention Vidéo (GIV), un organisme montréalais créé en 1975 dédié à la distribution, la production et la préservation du cinéma féministe indépendant. La projection réunissait également des chercheuses comme Alanna Thain, Ylenia Olibet, professeure à McGill et Dre Axelle Demus, co-éditrice du *Educational*

Guides Counter Archives. L'ensemble proposait bien plus qu'une simple projection : il s'agissait d'une immersion dans des pratiques artistiques et d'une discussion autour de celles-ci, qui interrogent les espaces sociaux, les identités et les formes mêmes du médium vidéo.

Des projections engagées

L'événement consistait en une projection de 90 minutes de plusieurs courts métrages réalisés par des artistes féministes et queer. Une discussion a suivi autour de l'intervention dans les espaces sociaux et de la notion du « risque incarné », c'est-à-dire

lorsque les artistes se mettent en danger, physiquement ou émotionnellement, afin d'exprimer leurs idées et réflexions. Mes attentes face à cet événement étaient inexistantes ; je n'avais jamais entendu parler du GIV et le cinéma féministe indépendant ne m'était pas familier. Je ne savais donc pas comment me positionner face à des œuvres abordant des formes de marginalisation que je ne vis pas directement. Très vite, les films ont dépassé ces catégories.

Ils exploraient des sujets plutôt larges, tels que l'identité nationale et autochtone ainsi que la mémoire. Ce sont des thèmes auxquels nombreux s'identifient. À titre personnel, puisque la plupart des membres de ma famille sont immigrés et que j'ai moi-même vécu dans plusieurs pays, ce qui est le cas aussi de beaucoup d'autres étudiants à McGill, j'ai trouvé les réflexions sur l'identité extrêmement marquantes et intéressantes.

Un court métrage qui m'a particulièrement marqué est *Au Canada* de Kimura Byollemoine. Le film explore l'immigration et l'expérience de l'arrivée au Canada, plus particulièrement l'atterrissage à l'aéroport, à travers une caméra instable et un design sonore brut. Cela recrée l'anxiété du passage à la frontière et la précarité émotion-

nelle qui l'accompagne. Lors de la discussion, l'artiste a expliqué que l'œuvre s'inscrivait aussi dans une réflexion sur le départ, après une déportation vers la Belgique, faisant du film non seulement un récit d'arrivée, mais aussi d'attachement à une nation. Le Canada est présenté simultanément comme un espace d'opportunités et d'exclusion. L'usage de la caméra portée et du tournage en décors réels renforce cette dimension politique. Le court métrage utilisait également des sous-textes empruntés au site d'Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC), pour illustrer les politiques d'immigration actuelle au Canada et les dénoncer.

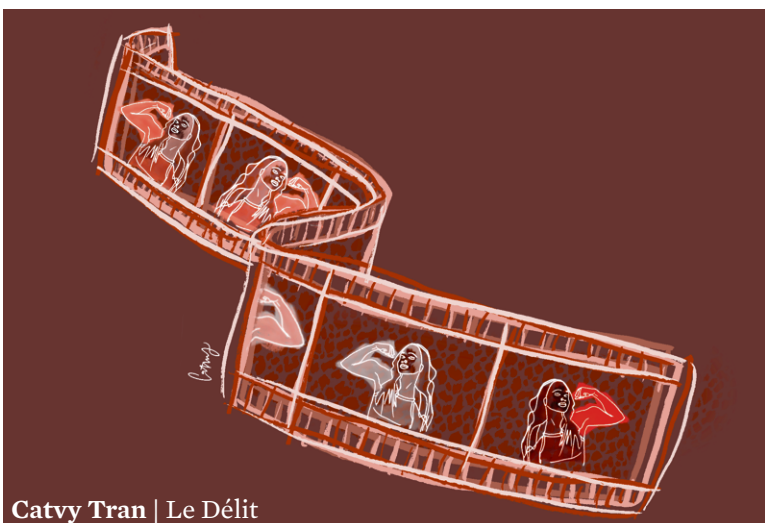
La technologie : un sujet qui n'est pas en reste

L'événement abordait également des thèmes liés à la modernité et à l'évolution du paysage technologique. Certains artistes participaient en virtuel, et l'un des courts métrages, réalisé par la Dre Dayna McLeod, a été entièrement conçu à partir de la fonction « Potato face » du logiciel Zoom. Celle-ci consiste à remplacer le visage de quelqu'un par l'image d'une pomme de terre sur laquelle on vient placer la bouche et les yeux de l'individu en question. L'utilisation de Zoom illustre alors ce qu'écrivit l'auteur et

philosophe mexicain Carlos Monsiváis dans sa dissertation intitulée *Vino todo el pueblo y no cupo en la pantalla* (*Notas sobre el público del cine mexicano*) sur l'avancée des technologies cinématographiques et la popularisation du cinéma au Mexique au début du 20e siècle. En effet, il affirme que « la révolution technologique a permis aux secteurs populaires de sortir de leur isolement culturel (tdlr) ». La structure hybride de la projection témoignait de ces transformations, permettant aux artistes de se connecter au-delà de frontières géographiques et culturelles ainsi que de raconter des histoires de manière différente, innovant ainsi par rapport aux modalités de narration habituelles.

À l'image de *Chronique d'un été*, documentaire français de Jean Rouch et Edgar Morin, qui suit plusieurs personnes dans leur quotidien et se conclut par une scène où les participants se regardent à l'écran et discutent du film, le dialogue à la fin de l'événement prolongeait les films. Il a permis aux réalisateurs de revisiter leurs intentions tandis que les spectateurs réfléchissent à leurs propres expériences. ☹

Matteo Fracassi
Contributeur



Catvy Tran | Le Délit

Dis-moi comment écrire, je te dirai qui tu es

Réflexion sur l'usage de l'écriture inclusive.

En septembre 2025, le ministre Jean-François Roberge a interdit les nouvelles méthodes d'écriture inclusive dans les communications de l'État : on parle ici de points médians, de doublets abrégés et de néologismes. En somme, tout langage inclusif qui n'est pas déjà établi dans nos habitudes linguistiques n'a pas sa place dans le langage officiel de l'État. M. Roberge dit prôner la clarté : l'écriture inclusive serait un cafouillis apportant davantage de confusion que d'inclusion – en bref, une tactique d'écriture inutile jusque dans ses fondements.

Il est vrai que l'écriture inclusive demande certaines acrobaties de langage, mais elles ne sont pas impossibles. La preuve : le premier paragraphe de cet article est écrit de façon neutre. Vos yeux saignent-ils ? Le problème de l'écriture inclusive n'est pas la clarté. Il est pourtant bien trop facile pour les réfractaires de se justifier par cet argument.

L'écriture inclusive : qu'est-ce que c'est ?

L'écriture inclusive est un ensemble de techniques d'écriture qui permettent l'inclusivité, particulièrement sur le plan du genre. Parmi les techniques les plus populaires, on compte le point médian (traducteur·ice), les doublets abrégés (réviseur[-euse]), les termes épécènes (personnel infirmier) et, parfois, des néologismes comme « iel ». L'usage de ces astuces d'écriture permet de visibiliser certains groupes marginalisés ou de neutraliser le genre pour souligner l'existence d'un spectre. La binarité n'est plus de mise et, n'en déplaise à ses adeptes, le masculin générique ne suffit plus. L'écriture inclusive reflète une réalité sociale.

Changer la langue : une question de volonté

Dans les années 70, une vague de féminisme pousse la société québécoise à féminiser plusieurs termes, notamment les titres de fonctions. Dans un monde où les femmes accèdent enfin à des emplois qui leur étaient précédemment hors d'atteinte, il devient impossible de conserver une langue axée sur le masculin des professions. Madame le directeur, madame l'écrivain, madame le docteur... Cette façon de parler est insensée et dépassée : maintes féministes ont revendiqué une féminisation des titres qui correspondait à la nouvelle réalité du Québec. Plusieurs tentatives, certaines plus fantaisistes que d'autres, ont contribué à rendre acceptable ce nouveau langage. De nos jours, pas même Mathieu Bock-Côté ne songerait à utiliser le titre masculin pour désigner une femme dans son poste de travail.

Mais ce changement ne s'est pas opéré de façon universelle. Pensons notamment à la France où cette féminisation des titres s'est opérée beaucoup plus tardivement : l'Académie française l'accepte enfin en 2019, ce qui confirme que son usage est plus répandu. Les titres féminisés n'étaient pas assez courants et donnaient l'impression aux femmes occupant des postes convoités et traditionnellement masculins que leur existence dans cette sphère de travail était moindre. Tout est donc une question de normalisation.

Le principe est le même pour l'écriture inclusive. Il s'agit d'une révolution de la langue qui nous semble inhabituelle, perturbante. Mais étrange ne veut pas dire mauvais : tout comme la féminisation des titres a pu sembler anarchique à ses débuts avant de s'assagir, il est possible d'utiliser l'écriture inclusive sans pour autant faire scandale. Un apprentissage du fonctionnement de la langue inclusive est vital. Les réfractaires, pour se convaincre que cette écriture est signe d'une apocalypse latente, prennent toujours en exemple les textes qui font un usage abusif des méthodes inclusives. Personne ne veut lire un texte picoté de points médians ou



Catvy Tran | Le Délit

tions et de pratiques, mais sont-elles faisables, réalisables ? Plusieurs questions d'accords morphologiques sont inévitables : quelle forme leur donner ? » Le professeur déplore que la langue ait été oubliée dans le débat entourant l'écriture inclusive. « On glisse

le milieu universitaire, la plupart des personnes non binaires ne font pas partie de cette élite face à la langue : ces deux réalités cohabitent. Mme Leclerc ajoute qu'on ne peut pas faire de pronostics face à la langue : « La morphologie dicte certains choix et la syntaxe est difficile à changer. Mais les humains font ce qu'ils veulent et, s'ils sont assez nombreux à faire quelque chose qui ne se fait pas, ça restera. »

Pour ceux qui perçoivent la forme inclusive comme une erreur de langue, Mme Leclerc clarifie : « On a tendance à penser, en français, que tout ce qui diverge de la norme est une faute. On a, par exemple, beaucoup plus de difficulté à intégrer et accepter les néologismes. Il y a énormément de guides de rédaction inclusive qui existent, illustrant un véritable besoin de définir et encadrer la pratique. Le fondement même d'une langue est son évolution. Pourquoi ne pas célébrer ses variations ? »

Une langue complexe pour célébrer la complexité de l'humain

Bien que plusieurs personnes débattent de la légitimité de l'écriture inclusive, des auteur·es usent déjà de ces méthodes pour créer des œuvres littéraires complexes. Au Québec, le milieu littéraire commence peu à peu à intégrer cette écriture à des publications.

Et puis, contrairement à la croyance populaire, il ne s'agit pas toujours de présenter des personnages non binaires, mais aussi de proposer une expérience de lecture englobant tout le lectorat. Chaque personne qui lit, peu importe son identité, peut se sentir incluse dans le récit.

Tricératopcanon, de Marc-André Lévesque, utilise couramment des points médians. *Fouilles* de Si Poirier suit la

même logique pour parler de la réalité des personnes trans. Valérie Bah, use de tactiques inclusives plus visibles dans son roman *Les enragé·e·s* : le titre sur la couverture présente une graphie qui permet de mettre de l'avant ces choix inclusifs. L'écriture inclusive serait, en général, un souhait des auteurs respecté par leurs maisons d'édition. Onze maisons d'édition sur dix-neuf interrogées par *Le Devoir* auraient déjà publié des ouvrages en langue inclusive. La traduction n'est pas en reste : les éditions Béances mettent de l'avant des textes en langage inclusif dans leur langue d'origine, souvent l'anglais. La traduction permet de conserver ces textes dans leur contexte d'origine, ces derniers étant souvent l'œuvre de personnes de la communauté LGBTQ+.

Si le débat sur la légitimité du langage inclusif fait encore rage, les techniques inclusives permettent à des gens et des artistes de s'exprimer librement et de se sentir bien dans leur identité. Le langage est la clé de l'existence, une clé qui permet à chacun de verbaliser sa réalité. Il est important que la langue se fasse par elle-même, et non par les directives d'institutions comme l'OQLF (Office québécois de la langue française) ou l'Académie française : ces institutions ne servent qu'à constater et cimenter les pratiques linguistiques en usage, pas à prescrire une façon de s'exprimer. La langue évolue au fil de la société et ne pourra jamais être cantonnée aux recommandations d'une vitrine linguistique. ☹

Rose Langlois
Éditrice Culture